

DEUXIEME FORUM DE LA PRESSE MAGHREBINE

"QUELLES MENACES SUR LA PRESSE MAGREBINE AUJOURD'HUI ?"

Discours d'ouverture de S.E. Mme Laura BAEZA

Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE en Tunisie

Mesdames et messieurs,

Je suis particulièrement honorée d'inaugurer aujourd'hui le "Deuxième Forum de la Presse Maghrébine". Cette rencontre – qui réunit journalistes, rédacteurs, syndicats des médias, directeurs des journaux et partenaires internationaux – fait écho à l'engagement pris en 2013 en faveur de la liberté de la presse au Maghreb.

Ce n'est pas à vous que je vais apprendre l'importance de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, vous qui êtes quotidiennement engagés dans le travail d'information et de documentation des faits, tendances, progrès et, malheureusement, aussi difficultés, problèmes, et parfois scandales qui font la réalité de la vie de nos sociétés.

Je souhaiterais axer mon propos sur quelques questions qui me tiennent particulièrement à cœur et qui, je l'espère, permettront d'ouvrir une discussion fructueuse entre nous: l'importance de la liberté de la presse, en particulier dans les jeunes démocraties, les difficultés encore rencontrées par la presse et les journalistes engagés au service de la liberté ; enfin, les défis à venir pour la presse maghrébine et quelques pistes de réflexion.

* * *

Tout d'abord, je tiens à redire l'attachement de l'Union européenne à la liberté de la presse et à son corollaire, la liberté d'expression.

Liberté de la presse et liberté d'expression sont primordiales pour permettre à chacun d'exercer pleinement les libertés publiques et les droits conférés par la Loi.

Sans liberté de la presse, il n'y a pas de débat possible, puisque l'échange d'idées, qui doit être au cœur de la construction de la société, ne saurait s'appuyer que sur le réel. Parallèlement, il n'y a de vraie presse que pluraliste; et il est normal que les idées et les conceptions du monde se confrontent, mais toujours dans un esprit de tolérance et d'ouverture.

Le propre des démocraties est de garantir en permanence le débat public et d'éviter qu'une idée, qu'une explication du monde, devienne absolutiste et chasse toutes les autres, stérilisant le débat public et enfermant la société dans une vision toute faite.

Il faut éviter la confiscation du dialogue entre les différentes composantes de la société par l'Etat et les pouvoirs publics. Ceci réclame, ici comme ailleurs, une vigilance de chaque instant.

Au moment où je vous parle et pour 2014, Reporters Sans Frontières a déjà recensé la disparition de plus de 30 journalistes et bloggeurs ; plus de 300 d'entre eux sont emprisonnés dans le monde pour avoir exercé leur mission. Le tribut payé par les journalistes au service de la liberté d'information demeure trop élevé.

Qu'il s'agisse de la guerre en Syrie, de la répression des journalistes dans tel ou tel pays du monde au Proche Orient ou plus loin, ou encore de la mort récente de la journaliste française Claire Lepage en Centrafrique, pour ne citer qu'eux, le prix payé par les journalistes est lourd, trop lourd. Nous devons leur rendre hommage, et mes pensées vont vers eux et leurs familles.

En effet, être journaliste, ce n'est pas seulement un métier, c'est avant tout une vocation au service d'une certaine idée de l'information, notion intrinsèquement liée à la recherche de la vérité.

Par la connaissance des faits et du comportement des individus, les journalistes alertent la société sur les évolutions à l'œuvre, et agissent comme des relais efficaces au secours des institutions, permettant aux différents pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – de jouer leur rôle, en pleine lumière.

Un peu à la manière des organisations de la société civile, les journalistes agissent comme des forces de rappel indiquant à la société « ce qui ne va pas », en ajoutant par leur professionnalisme le sceau de la vérité, infirmant ou validant telle ou telle information.

Je suis fermement convaincue que le rôle de la presse dans le monde d'aujourd'hui doit réduire les « asymétries d'information », c'est-à-dire s'assurer que les éléments indispensables à la décision par les citoyens soient connus.

Une société sans presse, ou sans presse libre est condamnée à l'enfance ou à des choix puérils, insignifiants, et voit les rumeurs et autres théories du complot se substituer à l'information réelle, faisant *in fine* vivre les citoyens et les dirigeants dans un monde imaginaire déconnecté du réel.

C'est pourquoi les dictateurs et les régimes autoritaires s'attaquent prioritairement aux journalistes, les seuls à même de faire disparaître le rideau de fumée et de montrer la réalité telle qu'elle est. Plus l'information et la presse sont en bonne santé, plus les théories complotistes peinent à s'imposer, et plus les individus et responsables politiques sont à même de faire des choix pertinents.

Dans ce sens, je tiens à saluer les efforts des confrères maghrébins. Depuis 2011, la presse de vos pays change et se transforme, comme en démontre le rapport mondial sur la liberté de presse de Reporters Sans Frontières, qui confirme un progrès de plusieurs places pour la majorité des pays maghrébins (à l'exception de la Libye) dans son classement de 2014.

Cette évolution très positive reflète votre volonté d'être toujours plus professionnels, indépendants et responsables, à même de jouer votre rôle de témoins critiques et éclairés, caisse de résonances des aspirations citoyennes et des réponses apportées par les pouvoirs publics.

A un moment où les mutations sociétales s'accélèrent, votre travail est crucial.

Il vous revient d'être un "pont" entre la sphère politique et la société, qui parlent et se comprennent au grand jour. C'est ainsi que vous assumerez votre rôle de "4^{ème} pouvoir", en étant vous aussi au service de l'intérêt général, assurant la transparence et donc le contrôle citoyen du bon fonctionnement d'institutions qui, par leur nature, leur dimension et leur complexité tendent à devenir opaques, incompréhensibles, et dont les moyens peuvent être détournés au service de quelques-uns.

Ces idées, certes un peu philosophiques et générales doivent être notre boussole, tout au long de ces 3 journées.

* * *

Quelques mots maintenant sur les défis rencontrés aujourd'hui par la presse écrite au Maghreb et dans le reste du monde. La presse écrite passe en effet par un moment difficile.

Un peu partout, on voit de nombreux titres disparaître, des journalistes se retrouver au chômage, et des médias brader leur contenu pour subsister.

Beaucoup tendent à attribuer cela à l'arrivée de l'Internet, qui a vu développer les médias en ligne, au vieillissement du lectorat habituel, à la baisse des revenus publicitaires et des subventions étatiques, et en général à une perte d'intérêt pour le format des titres de presse au profit d'une information plus interactive et plus "immédiate". Quelle est la part de vérité dans tout cela?

Il me paraît certain que se développe une nouvelle façon de produire et aussi de consommer de l'information, car les nouveaux outils, je pense aux *smartphones* et aux tablettes notamment, influent sur la façon dont nous traitons l'information: une forme de "zapping" se développe peu à peu, sous via d'alertes rapides et autres sms.

Regardons la situation, il y a 100 ans, par exemple. L'information était le monopole de la presse écrite, la radio balbutiait à peine. Il n'y a pas si longtemps encore, les chaînes télévisées demeuraient la propriété exclusive de l'Etat et internet n'existait pas.

Ce schéma est en voie de disparition: l'individu, où que ce soit sur la planète, est aujourd'hui saturé, assailli d'informations. Dans ce contexte, quelle réponse, quelle nouvelle offre peut apporter la presse écrite?

Je crois qu'au moins quatre pistes méritent d'être explorées:

- Il revient aux journalistes, et en particulier à la presse écrite, de ne pas succomber à la dictature de l'immédiat, et d'être à même de hiérarchiser l'information pour en faire un produit de qualité: les faits divers sensationnalistes qui n'apportent rien doivent être remis dans leur contexte, pour leur donner du sens. Les signes indiquant que des évolutions lourdes et de long terme doivent être décelés par les journalistes. C'est cette question de la hiérarchisation qui fait la qualité, liée, bien évidemment à celle du professionnalisme des journalistes, qui doivent pouvoir exercer leurs tâches avec des droits et garanties suffisantes, ainsi que dans des conditions adéquates de travail. Il vous revient de dialoguer entre syndicats, patrons de journaux, et journalistes pour donner aux faiseurs d'information les moyens nécessaires.
- La certification: si l'immédiateté est la force d'internet et des réseaux sociaux, la validité de l'information, qui n'est pas certifiée, est son talon d'Achille. Quelle est la valeur d'une information, d'une rumeur sur twitter? Elle "enflammera" peut-être le web, mais il ne s'agira que d'un feu de paille. En revanche, dans un système d'information fermé et de censure, il faut admettre que les réseaux sociaux peuvent agir comme des sources d'information de substitution, comme l'a montré le Printemps Arabe. Ce rôle s'estompe dès lors que la liberté de la presse est pleinement garantie.
- Vis-à-vis du journalisme numérique, qui est une réalité même au sein des médias professionnels, il faut rechercher la complémentarité: ceci passe par une révision des modèles de production et diffusion, mais surtout d'accroître le professionnalisme, l'éthique et la qualité des informations au sein des salles de rédaction. Parallèlement, un effort particulier doit être fait pour développer l'offre numérique légale et lutter contre le piratage et la mise à disposition "sauvage" de journaux en ligne.

-

- Enfin, il faut sans doute faire un effort d'éducation à ce que j'appellerai le "temps lent": nos enfants doivent être éduqués à la consommation d'information, ils doivent apprendre à aller au-delà de la culture du zapping et à acquérir un intérêt pour la lecture de la presse écrite, la plus à même de développer ses fonctions d'investigation, de réflexions, et d'analyses plus approfondies.

* * *

Pour conclure, je souhaiterais rappeler qu'en 2013, la première édition de ce Forum avait adopté un Code de Déontologie pour les journalistes maghrébins.

A l'ère de l'information instantanée, son adoption était un rappel à l'essence du journalisme qui doit se démarquer par la collecte, la vérification, et la diffusion d'une information de qualité, objective et respectueuse des opinions et personnes.

Afin d'accompagner l'application de ce code de déontologie par les journaux d'Algérie, de Libye, du Maroc et de Tunisie, la Délégation de l'UE en Tunisie a conclu un partenariat avec l'Ecole Supérieure de Journalisme Professionnel de Montpellier, qui cible la transposition des principes de ce code au sein des salles de rédactions, tout en prenant compte des lignes éditoriales de chaque journal. Nous espérons pouvoir étendre bientôt cette offre aux journaux mauritaniens.

Pour terminer, permettez-moi de citer le célèbre journaliste Albert Londres (1884-1932), dont le 76^{ème} prix de la presse écrite a été décerné le 12 mai dernier à Bordeaux à Philippe Pujol¹: *«Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus que de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie»*.

Merci de votre attention !

¹ Philippe Pujol, journaliste au journal régional La Marseillaise, a été primé pour une série de 10 articles "Quartiers shit" publié en 2013 sur l'économie du cannabis dans les quartiers.